



COUNTRY RESOLUTIONS ADOPTED AT THE NGOs FORUM PRECEDING THE 62ND ORDINARY SESSION OF THE AFRICAN COMMISSION ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS AND 36TH AFRICAN HUMAN RIGHTS BOOKFAIR
21-23 APRIL, 2018
ROYAL SUITES HOTEL- NOUAKCHOTT, ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

Country Resolutions

CRES/001/04/18: Cameroon

CRES/002/04/18: Guinea Conakry

CRES/003/04/18: Libya

CRES/004/04/18: South Sudan

CRES/005/04/18: Sudan

Thematic Resolutions

TRES/001/04/18: Children and Youth

TRES/002/04/18: Economic, Social and Cultural Rights

TRES/003/04/18: Enforced Disappearances in Africa

TRES/004/04/18: Persons with Disabilities

TRES/005/04/18: Freedom of Information and Expression in Africa

Thematic Recommendation

TREC/001/04/18: Rights of Women in Africa

CRES/001/1/18 – RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN CAMEROON

We, the participants to the Forum on the Participation of NGOs in the 62nd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights and the 36th African Human Rights Bookfair held at the Royal Suites Hotel in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania, from 21st–23rd April, 2018

Le forum des ONGS réuni en prélude à la 62^e session ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples (CADHP) ;

Considérant les dispositions de l'Acte constitutif de l'Union Africaine, la Charte des Nations Unies, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, de la Charte Africaine de la Démocratie des Elections et de la Gouvernance et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la République du Cameroun est partie et, par conséquent, L'État est légalement tenu de mettre pleinement et efficacement en œuvre ces mêmes instruments sans discrimination aucune;

Considérant l'article 1 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui stipule que «les Etats parties reconnaissent les droits, devoirs et libertés consacrés par la présente Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour leur donner effet»;

Rappelant l'article 7 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui garantit le droit à un procès équitable et les Principes directeurs et principes sur le droit à un procès équitable et à l'assistance judiciaire en Afrique élaborés par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ;

Rappelant en outre sa décision dans la communication 266/07 ... Kelvin Mgwanga Ngume C. Cameroun dans laquelle la Commission a formulé des recommandations pour le règlement de la crise anglophone;

Préoccupé par les actes de violences, abus, répression et de violations massives des libertés d'associations, de réunions, de manifestations, d'expressions, d'informations et d'accès à la connexion internet dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun;

Préoccupé par les nombreuses disparitions forcées, les exécutions sommaires et où extra judiciaires, les assassinats, les menaces de mort, les tortures et traitements cruels inhumains et dégradants, les enlèvements et intimidations, des Défenseurs des Droits Humains, des activistes, des avocats, des manifestants et des journalistes.

Profondément préoccupée par les violations systématiques des droits de l'homme dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays par l'armée camerounaise, qui impliquent des arrestations arbitraires, des détentions, des meurtres, la destruction de villages et la destruction de moyens de subsistance;

Profondément préoccupée par l'extradition et la détention au secret de 47 exilés camerounais illégalement rendus au Cameroun par le Gouvernement Nigérian le 26 janvier 2018;

Le forum des ONGS recommande à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples (CADHP) de recommander aux gouvernements de l'Afrique Centrale de :

Cesser d'utiliser la loi antiterroriste (Loi N° 2014/028 du 23 décembre 2014 portant « **répression des actes de terrorisme** ») pour justifier les arrestations et les détentions arbitraires ainsi que les condamnations à la peine de mort des Défenseurs dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun;

Permettre urgemment aux 47 camerounais extradés du Nigéria pour le Cameroun et en détention d'avoir accès à leurs avocats, à une assistance médicale, aux ONGs et aux familles ;

Libérer sans condition les défenseurs (1000) arrêtés dans le cadre de cette crise avec l'abandon immédiate de toutes les charges et garantir le droit aux libertés fondamentales (d'associations, de réunions, de manifestations, d'expressions, d'informations et d'accès à la connexion internet) ;

Appeler une mission conjointe d'établissements des faits du Rapporteur spécial sur la peine de mort et du Rapporteur spécial sur la situation des Défenseurs des droits humains en Afrique dans les deux régions afin que les responsabilités soient repartis pour les poursuites judiciaires afin de lutter efficacement contre l'impunité ;

Mettre en place des mécanismes de dialogue inclusif afin de s'attaquer aux causes historiques en matière des droits de l'homme y compris la discrimination systémique à l'encontre de la minorité anglophone ;

De faire le suivi pour la mise en œuvre des ses recommandations pour le règlement de la crise anglophone formulée par décision dans sa communication 266/07 ... Kelvin Mgwanga Ngume C. Cameroun.

Fait a Nouakchott, Republique Islamique de Mauritanie – 23 Avril, 2018

CRES/001/2/18 – RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN GUINEA CONAKRY

We, the participants to the Forum on the Participation of NGOs in the 62nd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights and the 36th African Human Rights Bookfair held at the Royal Suites Hotel in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania, from 21st–23rd April, 2018

Considérant l'espoir suscité par un retour à la Démocratie à travers l'organisation d'élections libres et transparentes, en 2010, où le gouvernement en place n'était pas partie prenante à la course pour l'accession au pouvoir,

Constatant que la promesse de l'actuel président de la république de Guinée, le Pr Alpha Condé, de faire de son pays un havre de stabilité respectueux des libertés et des droits fondamentaux mais aussi d'une gouvernance vertueuse n'a pas été tenue,

Constatant la résurgence des récurrentes violences politiques et sociales ayant entraîné des violations graves des droits de l'Homme de 2010 à nos jours,

Considérant la tension politique béante provoquée par le non-respect du calendrier des échéances électorales et des accords politiques, mais aussi l'opacité qui caractérise les processus électoraux, quand ils se tiennent,

Considérant la manque de transparence dans les procédures de passation de marchés, plus particulièrement dans le secteur minier, caractérisé par une corruption généralisée de l'appareil d'Etat qui a contribué à la paupérisation des couches sociales guinéennes,

Préoccupé par le nombre de victimes de la répression des forces de défense et de sécurité ayant entraîné près d'une centaine de morts et de plusieurs dizaines de blessés dont des handicapés à vie, sans compter les actes de tortures, des arrestations arbitraires et des scènes de pillage ayant atteint leur pic avec l'incendie non encore élucidé du plus grand marché de Conakry,

Considérant que toutes ces violences interviennent au moment où les victimes du massacre du 28 septembre 2009 appellent de tous leurs vœux la tenue d'un procès contre les présumés auteurs de ces violences d'état,

Recommande à la CADHP, de prendre une résolution:

1. Dénonçant et condamnant toutes les violations des libertés et des droits fondamentaux commises ces dernières années,
2. Invitant le gouvernement à engager des procédures judiciaires, sans aucune discrimination, contre tous les présumés auteurs de ces crimes odieux afin de mettre définitivement fin à l'impunité qui a caractérisé la gouvernance sous tous les régimes politiques d'indépendance à nos jours.

3. Appelant les Institutions républicaines à faire de leur indépendance le seul principe qui doit guider l'exercice de leur mission pour l'intérêt général, la stabilité et la paix durable dans le pays.
4. Invitant le président de la république, garant de la Constitution, à l'observation stricte de la cohésion sociale par la condamnation de toute instrumentalisation de l'ethnie à des fins politiques et à lever toute équivoque sur le respect de la limitation du nombre de mandats présidentiels.

Fait à Nouakchott, République Islamique de Mauritanie - le 23 Avril 2018

CRES/001/3/18 – RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN LIBYA

We, the participants to the Forum on the Participation of NGOs in the 62nd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights and 36th African Human Rights Bookfair held at the Royal Suites Hotel in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania, from 21st–23rd April, 2018

Considering the provisions of the African Union Constitutive Act, the African Charter on Human and Peoples' Rights and other regional and international human rights treaties to which Libya is a State Party;

Reaffirming the primary responsibility of the State of Libya to promote and protect human rights and fundamental freedoms in the country and to provide conditions conducive to a dignified life for all the people within Libya;

Deeply concerned about the human rights condition of migrants in Libya where they are subject to trafficking, torture, sexual exploitation, arbitrary detention, forced labour and enforced disappearances;

Welcoming the African Commission on Human and Peoples' Rights' express intention to undertake a fact-finding mission to Libya, in accordance with the provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights;

The NGO Forum calls upon the African Commission on Human and Peoples' Rights to:

1. Call upon the Libyan state to respect its international and regional human rights obligations towards migrants, including by ending the practice of automatic detention of migrants considered to be in an irregular situation and by taking immediate measures to release all migrants being arbitrarily detained;
2. Call upon the Libyan state to ratify the 1951 Convention relating to the Status of Refugees and to establish an adequate legal framework to ensure protection of the human rights of migrants, asylum seekers and refugees, including asylum procedures that meet international standards;
3. Call upon the Libyan state to end discrimination against migrants, particularly in relation to racial discrimination;
4. Call upon the Libyan state to prevent arbitrary arrests, torture and ill-treatment in official and unofficial detention centres and to bring unofficial detention facilities under its authority as provided for in Ministerial Decree No. 219 dated 18 February 2013 and Decisions 237 and 238 of 2018 issued by the Department for Combating Illegal Migration (DCIM);

5. Urge the Libyan state to end the climate of impunity for abuses and violations against migrants and to ensure that those responsible for acts of torture, trafficking and forced labour are held accountable;
6. Urge the Libyan state to adopt urgently a comprehensive accountability plan that sets a framework for proper vetting mechanisms as a necessary pre-condition to the integration of members of armed groups into security institutions, provide them with human rights training and monitor their adherence to that training;
7. Call upon the African Union and its member states to ensure that all ongoing and planned operations to evacuate migrants currently trapped in Libya comply with relevant international and regional human rights obligations, including the prohibition of refoulement;
8. Call upon the African Union and its member states to ensure that voluntary returns from Libya to countries of origin are made based on a free, fully informed and voluntary decision, in compliance with the principles of safety, dignity and non-discrimination;
9. Call upon the Libyan state promptly to facilitate the country visit of the Special Mechanisms of the African Commission on Human and People's Rights in order to conduct a fact-finding mission.

Done in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania – 23 April 2018

CRES/001/4/18 – RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SOUTH SUDAN

We, the participants to the Forum on the Participation of NGOs in the 62nd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights and 36th African Human Rights Bookfair held at the Royal Suites Hotel in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania, from 21st–23rd April, 2018

Done in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania – 23 April 2018

CRES/001/5/18 – RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN SUDAN

We, the participants to the Forum on the Participation of NGOs in the 62nd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights and 36th African Human Rights Bookfair held at the Royal Suites Hotel in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania, from 21st–23rd April, 2018

Considering the provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights and other regional and international human rights instruments to which Sudan is a state party;

Appreciating efforts of the African Commission on Human and Peoples' Rights (Commission) to address the human rights situation in Sudan;

Recalling in this regard previous missions conducted by the Commission to Sudan in 2004, 2006 and 2014 as well as the resolution on the situation of human and peoples' rights in the country in 2004;

Noting Sudan's complete failure to implement and of the Commission's recommendations in individual communications;

Welcoming regional and international efforts to combat impunity, to uphold justice to the victims of violations of human rights and international criminal law in Sudan, particularly the decision of the International Criminal Court to hold accountable individuals accused of planning, executing, condoning or encouraging the commission of war crimes, crimes against humanity and genocide in Darfur;

Welcoming also that the Government of Sudan publicly stated that it intends to ratify the UN Convention Against Torture;

The NGOs Forum calls upon the African Commission to adopt a resolution, urging the Government of Sudan to:

1. implement the recommendations adopted by the African Commission on Human and Peoples' Rights; in particular:
 - to repeal Article 22 of the National Security Act 2010 that confers on members of the security forces immunity for the violations of human rights and international humanitarian law;
 - to criminalize torture and all forms of violence against women; end corporal punishment; and
 - to revise laws regarding press freedom.
2. Implement without delay all recommendations adopted by the African Commission in individual communications;
3. Stop all types of harassments against Sudanese human rights defenders, members of political opposition and activists;

4. Immediately charge or release all detainees including 248 currently held in incommunicado detention in Kobar, Port Sudan and Al-Hudda prisons;
5. Guarantee religious rights and stop demolishing churches and harassment and persecution for religious leaders;
6. Control Rapid Support Forces and hold them to account for the destruction of 10 villages and the killing of at least 15 civilians in east Jabal Mara committed in March and April 2018;
7. Stop all forms of harassments against independent civil society and to reverse its decisions to close NGOs;

Done in Nouakchott, Islamic Republic of Mauritania - 23 April, 2018